

Observatoire Roole

Zone à faibles émissions mobilité (ZFE-m) : Comment concilier transition écologique et justice sociale ?

Volet 2 : le retour des élus

Roole, le club automobile au service de tous les conducteurs, lançait en novembre dernier le premier volet de son Observatoire sur la mobilité des Français à l'heure de la transition écologique. Réalisé par IPSOS et commenté par Yoann Démoli, sociologue des mobilités, il révélait - entre autres - qu'encore 56% d'entre eux disaient ne pas savoir ce qu'est une ZFE-m et que seuls 36% étaient prêts à payer davantage pour acheter une voiture propre.

En ce printemps 2023, alors que la réglementation s'accélère, que les premières sanctions sont susceptibles d'être appliquées (contravention de classe 3 avec une amende de 68€ si l'on circule dans le périmètre d'une ZFE-m avec un véhicule léger sans vignette ou avec la mauvaise vignette crit'Air ou avec un véhicule non autorisé) et que de nombreuses voix s'élèvent pour demander un moratoire sur la loi ou un recul de son exécution, **Roole publie son Observatoire complet, consolidé par les réponses des acteurs publics locaux chargés d'implanter les ZFE-m, sondés à leur tour en fin d'année.**

Les taux de réponses et leurs retours mettent en lumière, s'il en fallait une preuve complémentaire, **les incertitudes et inquiétudes des décideurs terrain** : coûts sociaux et économiques, inégalités d'adaptation à la transition écologique et énergétique, disparité des solutions alternatives à la voiture individuelle, infrastructures inadaptées ou encore risques de marginalisation de certains résidents des zones peu denses.

Un pas en avant vers la transition écologique : qu'en pensent les collectivités et les communes ?

- ✓ 22,2 % des communes et collectivités ne sont pas exprimées sur l'impact des ZFE-m. 11,1% estiment que ces ZFE-m ont un impact positif et 5,6% un impact négatif -ces dernières étant les communes directement visées par leur déploiement.
- ✓ 13,3% considèrent que le dispositif des ZFE-m est **peu adapté aux zones rurales peu denses**, 6,7% considèrent qu'il faut laisser du temps pour adapter les flottes et que **le dispositif n'est pas adaptable à un territoire transfrontalier**, impliquant alors de trouver des moyens alternatifs.
- ✓ Parmi les principaux freins cités à l'installation de ZFE-m : le contexte transfrontalier, les coûts induits, la répartition des compétences entre les différents acteurs publics locaux. Parmi les atouts : 6,7% des répondants considèrent que les ZFE-m **incitent au report modal**, au changement de source énergétique et au déploiement de mobilités douces alternatives à la voiture.
- ✓ **Sur le sujet des solutions alternatives aux véhicules thermiques, les acteurs locaux, petites communes comme métropoles, sont bien informés** : 93,3% des répondants connaissent la motorisation électrique à batterie et l'hybride rechargeable, 80% savent ce que sont l'hybride non

rechargeable, le GNV/BioGNV, le GPL et Bio GPL, l'E85 et l'hydrogène³. Et pourtant, **la majorité des collectivités répondantes possèdent des parcs automobiles roulant principalement au thermique** (gazole et essence).

- ✓ Sur 17 collectivités, **10 ont signalé des véhicules électriques dans leur parc roulant**, mais sans en pouvoir communiquer le pourcentage exact. Une seule collectivité possède quelques véhicules hybrides rechargeables, et c'est à hauteur de 2,3%. Une autre a 40% de véhicules au GNV et BioGNV.
- ✓ Pourtant essentielle, la conception d'un schéma directeur à la mise en place d'infrastructures de recharge ne semble pas prioritaire : 33% des collectivités déclarent y réfléchir, 17% envisagent exclusivement **des bornes pour véhicules électriques**. Et pour la moitié des collectivités interrogées, aucun schéma directeur n'est prévu.
- ✓ 56% des collectivités/communes ayant répondu ont **développé des politiques d'encouragement au covoiturage** et 53,3% disposent d'une **offre d'autopartage**.
- ✓ 80% des collectivités **ne souhaitent pas avoir recours à la location longue durée** pour décarboner leur flotte.

Rappelons les chiffres clés du premier volet de l'enquête IPSOS pour Roole

- ✓ **9 Français sur 10** possèdent un véhicule (91%) : 81% en région parisienne et 97% dans les communes de moins de 20 000 habitants.
- ✓ **88% des Français ont un véhicule thermique** en véhicule principal (essence ou diesel) : 45% roulent au gazole, 43% à l'essence, 3% en hybride non rechargeable, 3% en électrique, 3% au super éthanol, 2% en hybride rechargeable et 1% au GPL.
- ✓ **46% des Français qui possèdent un véhicule thermique ont prévu de le remplacer par un véhicule propre au cours** des 2 prochaines années : 30% par un véhicule électrique, 28% par un véhicule hybride rechargeable, et 15% par un véhicule au super éthanol E85.
- ✓ Le **coût constitue un frein pour 74%** des répondants qui n'ont pas l'intention de remplacer leur véhicule thermique : 33% ne disposent pas d'une borne de recharge à leur domicile ou leur travail.
- ✓ **42% des Français ne connaissent pas la motorisation à l'hydrogène** et près de 6 sur 10 (58%) ignorent ce qu'est le retrofit.
- ✓ Parmi les **Français concernés par les ZFE-m, 33% prennent davantage les transports en commun**, 29% privilégient la mobilité active, 18% ont/vont acheter une nouvelle voiture (25% en IDF) et 24% n'ont pas changé leurs habitudes.
- ✓ Dans le cadre de la mise en œuvre effective ou annoncée d'une ZFE-m, **13% des Français reconnaissent qu'ils ne respecteraient pas l'interdiction de circuler**, 15% ne se rendraient plus dans les agglomérations concernées par l'interdiction et 5% songeraient même à déménager.

**Source : Enquête IPSOS réalisée du 23 au 26 septembre 2022, auprès d'un échantillon de 1000 Français âgés de 18 à 75 ans, représentatifs de la population nationale.*



« Cette enquête a mis en lumière la méconnaissance encore prégnante du sujet de la mobilité durable. Les calendriers de mise en oeuvre diffèrent d'une ZFE-m à l'autre, les dérogations se multiplient. Pour convaincre citoyens et acteurs publics locaux, une meilleure lisibilité des solutions est essentielle. En outre, c'est l'ensemble du territoire que les pouvoirs publics doivent équiper en infrastructures adaptées : bornes de recharge, transports en commun, maillage des zones peu denses avec des horaires alternés, transport à la demande, interconnexion intelligente des modes... La transition vers une mobilité écologique sera possible à deux conditions : un maillage réfléchi et adapté des territoires, en fonction de leurs spécificités et une bonne compréhension des besoins des administrés. » David Tuchbant Président de Roole.

L'Observatoire Roole est le premier d'une série d'enquêtes annuelles. Son objectif : apporter un éclairage sur les difficultés rencontrées par les Français et par les acteurs publics locaux face à la nécessaire décarbonation des mobilités. Un échantillon représentatif de 1.000 Français âgés de 18 à 75 ans a été sondé du 23 au 26 septembre 2022 par Ipsos. Ont également été interrogés les acteurs publics locaux chargés d'implanter les Zones à Faibles Émissions mobilités (ZFE-m) : communes, collectivités locales et communautés de communes de plus de 20.000 habitants. À ce panel s'ajoute 250 000 automobilistes, membres de Roole, le premier club automobile de France.

À propos

Roole et ses nombreuses initiatives solidaires

Fondé en 1982, Roole est le premier club automobile de France avec 1 300 000 membres. Roole propose des services de protection contre le vol, des garanties complémentaires à l'assurance auto principale, ainsi qu'un média et des applications gratuites pour simplifier la vie des automobilistes. L'entreprise est dirigée par David et Jonathan Tuchbant.

Roole s'engage auprès des plus fragiles dans le cadre de son programme de mobilité solidaire sur plusieurs enjeux : l'achat et l'entretien des véhicules à tarif solidaire, l'accès au permis, ou encore l'autopartage en milieu rural. L'ensemble de ces projets solidaires est porté par des collaborateurs de Roole, dans le cadre d'un mécénat de compétences ou financés par la fondation Roole. Créée en 2017, la Fondation soutient des initiatives de mobilité pour les publics les plus fragiles.

Roole a engagé une démarche pour devenir entreprise à mission en 2023.

roole.fr

Contacts presse

Zmirov Communication

Anne-Gaëlle Jourdan
06 45 68 47 01
roole@zmirov.com

Roole

Aleth d'Assigny
adassignies@roole.fr